

Comme il est 5 heures, la Chambre abordera maintenant l'étude des affaires émanant des députés selon l'ordre inscrit au *Feuilleton*, à savoir les avis de motions.

INITIATIVES PARLEMENTAIRES— MOTIONS

[Traduction]

Les motions nos 14 et 20 restent au *Feuilleton* par consentement unanime.

* * *

● (1700)

LES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS L'EXTENSION DES PRESTATIONS AUX SURVIVANTS DE LA GUERRE D'ESPAGNE

M. Bob Rae (Broadview-Greenwood) propose:

Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait envisager l'opportunité d'accorder des prestations d'anciens combattants aux Canadiens membres des Forces républicaines loyalistes ayant combattu en Espagne entre 1936 et 1939.

—Il y a peu de motions, monsieur l'Orateur, que j'aie été plus heureux de proposer à l'étude de la Chambre. Nous cherchons essentiellement à faire reconnaître enfin par le gouvernement et la population du Canada la contribution qu'un groupe de Canadiens au nombre d'environ 1,250 ont apportée à notre pays en notre nom et au nom de l'idéal démocratique. Sans aucune forme de rétribution organisée par quiconque, ils ont décidé de leur propre initiative de quitter le pays, de la Colombie-Britannique jusqu'à Terre-Neuve, pour aller combattre les ennemis de la démocratie qui cherchaient et ont finalement réussi à renverser le gouvernement espagnol démocratiquement élu.

Comme l'a déjà signalé mon collègue de Regina-Ouest (M. Benjamin), des quelques 200 anciens combattants survivants de la guerre civile espagnole dont la seule erreur, si l'on peut ainsi la décrire, fut d'être antifascistes avant qu'il ne fût de mode de l'être. Ces idéalistes, venus de tous les milieux canadiens, d'origines et d'ethnies diverses, ont tôt fait de reconnaître ce que d'autres Canadiens et d'autres peuples du monde occidental ont mis du temps à percevoir.

Ils ont vu les forces du fascisme et du nazisme s'allier dans la lutte. Ils se sont rendu compte que l'Italie de Mussolini et l'Allemagne d'Hitler voyaient dans l'Espagne une première arène dans laquelle lutter contre la démocratie, dans laquelle tenter de renverser les institutions démocratiques et libérales. La grande majorité de ces idéalistes ont lutté dans le bataillon aujourd'hui surnommé la bataillon Mackenzie-Papineau. D'autres se sont enrôlés, à titre individuel, dans les bataillons des forces républicaines espagnoles.

La première chose qu'a faite le gouvernement en 1936 lorsque ces personnes sont allées en Espagne, c'est de les

Anciens combattants

déclarer hors la loi. Elles sont devenues hors la loi dans leur propre pays à la suite de l'adoption de la loi sur l'enrôlement à l'étranger. Elles ont dû se rendre en Espagne par leurs propres moyens. Les gouvernements ou organismes diplomatiques de Grande-Bretagne, de France ou d'ailleurs ne leur ont apporté pratiquement aucun appui officiel. Si ces gens étaient blessés, ils devaient compter presque entièrement sur leurs propres ressources et celles d'un certain nombre de Canadiens prêts à les aider. En fait, tout était laissé à leur initiative.

On a décrit ces engagés volontaires de nombreuses façons. Hugh Garner en a donné une description des plus intéressantes dans son roman *Cabbagetown* qui, comme vous le savez, décrit la vie ouvrière à Toronto pendant la crise. A la fin du roman, le héros décide de devenir un des idéalistes qui ont combattu la fascisme avant que ce soit la mode. Il a brossé un excellent portrait, très évocateur, de certaines de ces personnes. Il en a dit ceci:

C'était un curieux assemblage de communistes, de socialistes, de syndicalistes, de réformateurs, d'anarchistes intellectuels, de libéraux, et de gens tout simplement en colère de vingt pays, réunis par une étrange osmose sociale, et pourtant très indépendants intellectuellement. Les internationaux avaient déjà fait leurs preuves dans les faubourgs de Madrid, à la cité universitaire et à la Casa del Campo. Ces amateurs avaient parfois réussi à battre l'armée régulière espagnole, les Maures, la Légion étrangère espagnole, les Carlistes, la phalange, les Chemises noires italiennes aidées par la légion Condor allemande de la Luftwaffe et les Portugais. Aucun d'entre eux ne le savait encore, mais ils étaient déjà voués à la défaite, à cause non pas du fascisme espagnol ou d'Hitler, mais des machinations de Whitehall, du Quai d'Orsay et du Capitole à Washington.

La guerre d'Espagne était une grande et noble cause, un combat pour la défense de la démocratie et du socialisme. Il ne s'agissait pas, comme on l'a dit tant de fois lorsqu'il en a été question à la Chambre, d'une lutte intestine où s'engageaient des soldats de fortune. C'est sur ce terrain précis, comme je l'ai déjà dit à plusieurs reprises, que les forces fascistes ont décidé de passer à l'attaque. C'est durant ce conflit que les troupes de Mussolini et celles de Hitler, la Luftwaffe en particulier, comme l'a indiqué mon collègue de Regina-Ouest, ont expérimenté leur matériel de guerre.

Durant tout ce temps, les gouvernements des pays occidentaux, la Grande-Bretagne, la France, le Canada et les États-Unis, prônaient et pratiquaient la politique de la conciliation, politique qui consistait à donner à Hitler chaque fois un peu plus; c'est tout dont il devait normalement se contenter. Il fallait absolument s'en tenir au principe de la neutralité, bien que ce principe fût bafoué quotidiennement par les régimes fascistes.

Le principe en cause est simple et fondamental. Si le gouvernement et le Parlement du Canada peuvent, en vertu de la loi sur les avantages destinés aux anciens combattants et de toutes les autres lois relatives aux anciens combattants canadiens, verser des pensions et des allocations non seulement aux Canadiens, mais aussi aux anciens combattants des Forces alliées qui sont maintenant citoyens canadiens et qui ont combattu dans la Première Guerre mondiale, la Seconde Guerre mondiale et la Guerre des Boers, il n'y a aucune raison de ne pas en accorder également de façon rétroactive aux Canadiens qui ont combattu pendant la guerre civile d'Espagne dans les rangs des forces espagnoles.